

Face à la répression militaire, la tactique des opposants birmans

La junte fait une démonstration de force pour le défilé du 27 mars

BANGKOK -
correspondant en Asie du Sud-Est

Il faut se préparer à une journée sanglante! » : à la veille du « jour des forces armées », qui a lieu tous les ans le 27 mars, Kyaw (le nom a été changé), professeur à Mandalay, envisageait le pire. Comme tous les manifestants birmans qui, au vu de la pression croissante exercée ces derniers jours par le régime – descentes nocturnes de l'armée dans les quartiers insurgés, démantèlement forcé des barricades, vérifications du contenu des téléphones portables –, craignent que le nouveau pouvoir militaire ne recule devant rien, samedi, pour démontrer son contrôle sur le pays en cette journée hautement symbolique. Cette fête de l'armée commémore le soulèvement des indépendantistes birmans contre les forces d'occupation japonaises en 1945.

« Tous les matins, en prévision des manifestations de la journée, je vais dans ma cuisine et fais frire dans la poêle un mélange de sucre et de nitrate de potassium : cela me permet de faire plusieurs bombes artisanales qui, en cas d'attaque de la police ou de l'armée, produisent un écran de fumée les empêchant de nous viser précisément », explique Kyaw, 24 ans, qui enseigne l'anglais.

Alors que la Tatmadaw (l'armée) se livrait, tôt samedi, à une démonstration de force sous forme de parade militaire dans la capitale, Naypyidaw, au moins une dizaine de personnes avaient déjà été abattues au cours de manifestations organisées dans plusieurs villes du pays, rapportent plusieurs médias birmans. Depuis le coup d'Etat du 1^{er} février, le bilan des morts s'élevait, vendredi, à 328. Le même jour, la télévision d'Etat avait prévenu la population en une formule sans ambiguïtés : « Apprenez la leçon de ceux qui sont morts après avoir été touchés

« Nous ne cédon pas, mais je suis inquiet pour la suite »

KYAW
professeur à Mandalay

à la tête et dans le dos... Ne mourez pas en vain... »

Le putschiste en chef et numéro un du régime, le général Min Aung Hlaing, a prononcé un discours samedi, à l'occasion de la parade militaire. La cérémonie a eu lieu en présence du vice-ministre de la défense de Russie, Alexander Fomin, dont le pays, second pourvoyeur d'armes de la Birmanie après la Chine, a été qualifié de « véritable ami » par le chef de la junte. Le général Min a profité de l'événement pour réaffirmer que l'armée recherche « l'engagement de toute la nation », ajoutant, dans le même souffle, que les « actes de terrorisme pouvant nuire à la tranquillité et à la sécurité de l'Etat sont inacceptables ».

Deux mille neuf cent quatre-vingt-une personnes seraient encore incarcérées depuis le coup d'Etat du 1^{er} février, dont 23 journalistes, selon l'Association d'aide aux prisonniers politiques. Le régime a cependant libéré 600 personnes mercredi et plus de 300 vendredi, toutes précédemment arrêtées durant les protestations de masse. « Il y a moins de gens dans les manifestations, car les gens ont peur. La répression est en hausse », constate Kyaw, qui raconte avoir été, il y a quelques jours, sommé par un détachement de policiers d'aider au démantèlement de barricades érigées par les « insurgés » pour protéger les habitants de certains quartiers de Mandalay contre les rafles nocturnes de l'armée. « La nuit appartient aux soldats, nous devons toujours être

prêts à nous défendre », précise-t-il, interrogé par téléphone sur une application sécurisée. « Parfois, ils arrivent précédés d'adresses au haut-parleur nous avertissant : "Si vous construisez des barricades, vous serez abattus!" »

« Ils tuent même les enfants », s'étrangle Kyaw, qui rappelle l'assassinat, le 23 mars, d'une petite fille de 6 ans du nom de Khin Myo Chit : celle-ci a été tuée d'une rafale par des soldats chez elle, dans le canton de Chanmyathazi, à Mandalay, alors qu'elle s'était précipitée dans les bras de son père lors d'une descente des forces de sécurité. « J'ai mal » furent les derniers mots prononcés par l'enfant, peu avant qu'elle ne meure sur le chemin d'une introuvable clinique dans un pays au système hospitalier largement à l'arrêt en raison de la grève générale, rapporte le site du journal *Irrawaddy*. La semaine dernière, tout près de chez Kyaw, une bagarre éclatée entre soldats et protestataires : « Les militaires provoquaient les manifestants : "Allez, venez! On vous attend" », raconte-t-il. « Il y a eu des coups de feu, des jeunes ont répliqué avec des lance-pierres. Un homme du nom de Thi Ha Phyo, 23 ans, a été tué. »

Jamais en mal de créativité

Si les rassemblements de masse diminuent, les manifestants trouvent des voies alternatives pour continuer à démontrer leur hostilité au régime. Parfois, des centaines de gens se réunissent à l'aube, avant que les forces de l'ordre ne se réveillent, et rentrent ensuite précipitamment chez eux. Jamais en mal de créativité, d'autres organisateurs alignent sur les rues, en une sarcastique chorégraphie, des paniers emplis de légumes et de condiments, offrant ainsi l'apparence d'une muette manifestation végétarienne...

« Nous ne cédon pas, mais je suis inquiet pour la suite », redoute Kyaw. « En 1988 [durant le grand mouvement antijunte, qui fut ré-

primé dans le sang et causa la mort de 3 000 personnes], les manifestations n'avaient pas duré deux mois de suite. On a presque déjà battu le record, mais combien de temps pourrons-nous tenir? », s'interroge-t-il. « Les personnes plus âgées demandent aux jeunes manifestants de ne pas s'installer devant chez eux car ils craignent de faire les frais, eux et leurs familles, de la violence des soldats. Si ça continue comme ça, nous allons perdre la bataille. »

Le seul vrai espoir, selon lui, serait la reconnaissance par la « communauté internationale » du Comité des députés et sénateurs du Parlement dissous – CRPH, selon l'acronyme anglais – comme gouvernement en exil. Le Conseil d'administration de l'Etat (SAC), nom officiel du pouvoir militaire, vient d'ailleurs de demander à Interpol d'interpeller tous les membres du CRPH réfugiés à l'étranger, qualifiant ce comité d'« organisation illégale ».

La pression exercée sur les fonctionnaires et responsables d'entreprises ou de banques privées ne faiblit pas : ces dernières ont récemment été menacées de subir des nationalisations forcées au cas où elles persisteraient à ne pas rouvrir leurs agences. Le pouvoir vient aussi de convoquer les propriétaires de grands supermarchés, agitant le spectre de la prison s'ils oseraient encore fermer leurs magasins.

Autre preuve d'une hostilité générale grandissante : alors que le sangha (clergé bouddhiste) avait adopté une prudente réserve au début du mouvement antijunte, le président du Comité national du Sangha – entité rassemblant des « vénérables » nommés par le gouvernement – a annoncé, la semaine dernière, qu'il cessait toutes ses activités. Un camouflet pour les militaires, qui ne peuvent ignorer le poids de la religion majoritaire du pays. ■

BRUNO PHILIP

Le bombardement de soldats français à Bouaké devant les assises

Les zones d'ombre demeurent autour du raid de l'aviation ivoirienne en 2004

Il aura fallu attendre plus de seize ans, dont une année de report due à la pandémie de Covid-19, pour que s'ouvre lundi 29 mars ce procès devant la cour d'assises de Paris. Un procès par défaut sur une affaire encore entourée de mystères où aucun des quatre auteurs présumés du bombardement survenu le 6 novembre 2004 en Côte d'Ivoire ne viendra expliquer pourquoi il a, « avec préméditation, volontairement donné la mort » à neuf soldats français de l'opération « Licorne » et un ingénieur agronome américain. Barys Smahin, l'un des deux pilotes biélorusses des Sukhoï Su-25, ainsi que le copilote ivoirien Ange Gnanouillet, seraient décédés depuis. Yury Sushkin et Patrice Ouei, les autres pilote et copilote de l'aviation ivoirienne qui menèrent le raid sur l'emprise française du lycée Descartes de Bouaké, seraient, eux, introuvables.

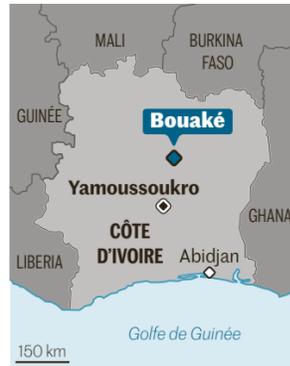
Ceux qui leur ont donné l'ordre du bombardement, dirigeants ou officiers ivoiriens de l'époque dont l'identité demeure inconnue, ne seront pas plus présents dans le box mais nombre de parties civiles, survivants comme familles de soldats défunts, espèrent que les trois semaines de procès produiront « la reconnaissance » attendue. « Cette affaire nous hante. Je vois bien que l'Etat a quelque chose à cacher, ce que je peux comprendre, mais il est anormal qu'il nous tourne le dos », explique Emmanuelle Michel, la compagne de Jérôme Bouchet, l'un des 39 soldats blessés. Au fil des ans, s'est installée dans les esprits l'idée que le bombardement de Bouaké n'était peut-être pas qu'une bavure ivoirienne mais que Paris, dont des soldats avaient été déployés sur place pour séparer les belligérants ivoiriens, porterait une responsabilité dans l'affaire.

Devant un box des accusés vide, les regards se tourneront dès lors inévitablement vers les personnalités politiques appelées à témoigner. Si l'ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin pourrait venir exposer sa version des événements, les trois plus attendues sont Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie et Michel Barnier. Aux portefeux respectifs de l'intérieur, de la défense et des affaires étrangères, ils sont soupçonnés d'avoir sciemment laissé filer les deux mercenaires biélorusses.

Dans la nuit qui suivit le bombardement, les militaires du 2^e régiment étranger de parachutistes arrièrent quinze mercenaires slaves sur l'aéroport d'Abidjan. Très probables complices des deux pilotes biélorusses, ils furent libérés sur ordre de Paris et remis au consul de Russie le 11 novembre 2004. Plus surprenant encore, lorsque le Togo intercepta, le 16 novembre, huit « mécaniciens agricoles » biélorusses en provenance de Côte d'Ivoire et informa l'antenne locale de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le service de coopération technique internationale de la police et la Place Beauvau de ses très fortes suspensions, « toutes les réponses ont été négatives, et c'est ainsi que j'ai été amené à prendre des arrêtés d'expulsion de ces huit ressortissants biélorusses, environ quinze jours après l'arrestation », relatera

L'idée s'est installée que ce n'était peut-être pas qu'une bavure ivoirienne

JACQUES FOLLOROU



en 2006 devant une juge d'instruction François Boko, le ministre togolais de l'intérieur de l'époque, sans cacher que « cette réponse négative de la France [l'avait] beaucoup étonné ».

Pour justifier cette passivité, Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la défense, avait assuré qu'il n'existait « aucune base légale » pour l'arrestation de ces mercenaires présumés, ce que son conseiller juridique de l'époque a démenti lors de sa déposition. Dominique de Villepin a pour sa part assuré n'avoir « jamais été informé, ni saisi de cette affaire ». Ces démentis n'ont pas convaincu la dernière des quatre juges d'instruction à avoir travaillé sur ce dossier. A l'issue de son enquête, la juge Sabine Kheris avait considéré que « la décision de ne rien faire concernant les pilotes arrêtés au Togo a été prise à l'identique par le ministère de l'intérieur, le ministère de la défense et le ministère des affaires étrangères, ce qui permet de penser à l'existence d'une concertation à un haut niveau de l'Etat ». Sa demande de voir les trois anciens ministres poursuivis devant la Cour de justice de la République (CJR) n'a en revanche pas été suivie.

Incohérences

« Les victimes ne connaîtront sûrement jamais la vérité mais ce qui m'intéresse, c'est que ces gens viennent leur mentir les yeux dans les yeux », s'impatiente Jean Balan, l'avocat d'une quarantaine de parties civiles. Au fil des entretiens rencontrés et des incohérences constatées, celui qui a fait de « l'un des plus grands scandales de la V^e République » l'affaire de sa carrière en est arrivé à la conviction que le bombardement de Bouaké résultait d'« une manipulation » française pour se débarrasser de Laurent Gbagbo.

Robert Montoya, un ancien gendarme de l'Elysée reconverti dans le commerce de matériel militaire, expliquera-t-il comment il a pu exfiltrer les mercenaires qu'il avait fournis à l'Etat ivoirien ? Le général Henri Poncet, patron de la force « Licorne », relatera-t-il les ordres qui lui ont été donnés depuis Paris après la mort de ses soldats, alors que le président Chirac avait donné de mauvais gré un « feu orange » à l'offensive ivoirienne déclenchée deux jours plus tôt contre la rébellion ? Qui dans la chaîne de commandement ivoirienne a pris la décision de bombarder le lycée Descartes ? Le général Patrick Destremau lèvera-t-il les doutes sur les objectifs de la colonne d'une cinquantaine de blindés qu'il dirigeait ? Partie de Bouaké pour Abidjan afin de participer à l'évacuation des ressortissants français, la file de véhicules militaires se retrouva, du fait d'« une erreur de guidage », devant la résidence de Laurent Gbagbo. ■

CYRIL BENSIMON

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Afghanistan : tensions entre Washington et l'OTAN

L'Alliance s'inquiète des conséquences d'un retrait précipité des troupes américaines

Comme souvent en matière de diplomatie, derrière les propos policés couvait la tension. Lors de retrouvailles attendues, les 23 et 24 mars, entre les Etats-Unis et l'OTAN, après une ère Trump mouvementée, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, et le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, ont redoublé de précautions oratoires sur la question du retrait des troupes d'Afghanistan. Mais le flou laissé sur leurs agendas respectifs a caché un vif désaccord. Une mécontente que l'Allemagne a décidé de rendre publique, jeudi 25 mars, par la voix de son Parlement, en s'affranchissant du calendrier américain.

Après vingt ans de présence militaire, les Américains comme les dirigeants de l'OTAN savent qu'il est temps de partir même si l'Afghanistan n'a pas retrouvé la paix et que les talibans qu'ils avaient chassés du pouvoir, fin 2001, ne sont pas loin de reprendre les rênes du pays. La discorde porte sur les modalités du départ. Depuis la signature, le 29 février 2020, à Doha, au Qatar, d'un accord de paix exclusif entre les Etats-Unis et les talibans, il est convenu que les troupes américaines doivent quitter l'Afghanistan d'ici au 1^{er} mai. En contrepartie, les insurgés se sont engagés à

ne plus attaquer les soldats américains et ceux de l'OTAN et à participer à des négociations de paix interafghanes, aujourd'hui au point mort.

Le souci réside dans le fait que moins de cinq semaines avant cette date butoir, personne ne sait encore si les soldats américains rentreront chez eux. « Nous n'avons pas encore arrêté notre position, je suis venu partager certaines de nos réflexions et consulter les alliés », a assuré M. Blinken lors de son passage à Bruxelles, siège de l'Organisation transatlantique, en dépit des pressions de M. Stoltenberg pour obtenir une réponse. L'agacement de ce dernier tient au fait que sur les 9 600 soldats étrangers encore déployés en Afghanistan, seuls 2 500 sont américains. Les autres, dont 1 500 Allemands, sont originaires d'une vingtaine de pays membres de l'OTAN.

Stratégie de la dernière chance

Ces forces sont toutes tributaires des Etats-Unis, qui ont notamment la haute maîtrise sur l'espace aérien, le renseignement, la gestion des relations avec le régime de Kaboul et demeurent incontournables en matière logistique. Or, si les Américains peuvent encore quitter le pays dans un court délai et respecter, à quel-

ques jours près, le délai fixé dans l'accord de Doha, les autres soldats de l'OTAN, en particulier les Allemands, se retrouveraient dans une position dangereuse, privées du bouclier américain et incapables de quitter le territoire dans des conditions sécurisées.

Cette indécision américaine sur la date du départ est liée à une stratégie de la dernière chance établie, ces dernières semaines, par l'administration Biden. Elle doit permettre de quitter l'Afghanistan sans avoir à reprendre les combats contre les talibans tout en préservant quelques acquis après vingt ans de présence dans le pays : droits des femmes, régime démocratique et interdiction du sol afghan aux groupes djihadistes. « Si Biden dit, on part le 1^{er} mai, sans garantie sur le processus de paix, il donne les clés du pays aux talibans, décrypte un diplomate occidental en poste à Kaboul, s'il dit on reste tant que la paix n'est pas assurée, c'est un blanc-seing accordé à l'actuel président afghan, Ashraf Ghani, dont il ne veut plus. »

Résultat, la date du départ est le dernier atout entre les mains des Américains. Le seul levier qui leur permet encore, estime Washington, de contraindre les insurgés et le gouvernement afghan de rester à la table des négociations. La feuille de route transmise, mi-

mars, aux belligérants par M. Blinken prévoit ainsi, mi-avril, une rencontre en Turquie entre les talibans et le régime de Kaboul, puis une réunion internationale convoquée sous l'égide de l'ONU en présence des puissances russe, chinoise et américaine ainsi que les principaux voisins de l'Afghanistan, dont le Pakistan et l'Iran.

Au cours du sommet des 23 et 24 mars, M. Stoltenberg a souligné la fragilité du pari américain : « Ces pourparlers de paix n'ont aucune garantie de succès. » Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, en a tiré les conséquences : « Si ces négociations ne sont pas terminées fin avril, cela signifiera que la présence militaire sera prolongée (...) et qu'il faudra trouver un accord avec les talibans pour garantir que les violences ne prendront pas les proportions que nous avons connues par le passé. » Pour ce faire, le Bundestag a voté, jeudi, l'extension du mandat des forces allemandes sur le sol afghan jusqu'au mois de janvier 2022.

Vendredi, les talibans ont prévenu que toute présence de soldats étrangers au-delà du 1^{er} mai sera considérée comme « une violation de l'accord de Doha » et autorisera la reprise des combats. ■